

La Voix des Consommateurs

Chiffres, analyses et décryptages
Numéro 2/2022

[comparis.ch](https://www.comparis.ch)

Éditorial



Felix Schneuwly
Head of Public Affairs
comparis.ch

Depuis la pandémie de coronavirus, la thématique de la sécurité de l'approvisionnement a gagné en importance. Et c'est encore plus vrai depuis la guerre de Poutine contre l'Ukraine et les sanctions contre la Russie. Trois auteurs invités dans nos colonnes décrivent comment la Suisse peut garantir la sécurité de son approvisionnement dans un monde globalisé et spécialisé. Deux points à clarifier d'emblée : premièrement, la sécurité de l'approvisionnement n'est pas la même chose que l'autosuffisance. Deuxièmement, une plus grande sécurité de l'approvisionnement a un prix.

Ueli Haudenschild de l'Office fédéral de l'approvisionnement économique du pays (OFAE) résume les moyens qu'entend déployer le Conseil fédéral pour améliorer l'approvisionnement économique du pays – notamment l'embauche d'un délégué à temps plein, le renfort du personnel de l'OFAE et l'amélioration de la collaboration de l'économie avec l'État, en particulier les cantons. → [Page 2](#)

Katia Delbiaggio explique pourquoi l'auto-approvisionnement électrique n'est pas une bonne idée. Nous produisons suffisamment d'électricité dans l'ensemble, mais plus que ce dont nous avons besoin l'été, et moins l'hiver. Katia Delbiaggio est membre de la Commission de l'électricité de l'EiCom, mais elle apporte sa contribution dans nos colonnes indépendamment de ce statut. → [Page 4](#)

Patrick Dümmler d'Avenir Suisse plaide en faveur d'une plus grande diversification dans l'acquisition de biens médicaux et appelle à davantage de flexibilité dans l'immigration de personnel qualifié. Une bonne coopération avec l'UE est importante à ses yeux. → [Page 7](#) C'est vrai d'un point de vue libéral, mais cela ne suffit pas. Les employeurs sont appelés à redonner de l'attractivité au métier, et l'État doit réduire la bureaucratie afin que les membres du personnel aient davantage de temps à consacrer aux patientes et aux patients et qu'ils exercent plus longtemps la profession qu'ils ont apprise. Sinon, les offensives de formation feront l'effet d'un coup d'épée dans l'eau. ✓

La sécurité de l'approvisionnement a son prix



Ueli Haudenschild
Direction de l'OFAE
Secrétariat Alimentation

La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont montré que la sécurité de l'approvisionnement n'est pas un acquis. Dans un monde globalisé, l'approvisionnement économique du pays (AEP) est mis à rude épreuve et fait face à des défis toujours nouveaux.

Après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide s'est imposée l'idée selon laquelle les risques pour l'approvisionnement de la Suisse étaient écartés dans leur écrasante majorité. On a consommé en toute insouciance, sans perdre une seule seconde à penser que le renforcement de la globalisation rendait les systèmes d'approvisionnement plus complexes, et surtout, plus vulnérables. Les événements récents ont mis en évidence la nécessité pour notre pays de mieux se préparer aux pénuries de biens et de services vitaux pour mieux y faire face d'une manière générale, en particulier en étant mieux intégré.

Des doutes quant au sens et au but

Parallèlement à cette insouciance qui a marqué le tournant du millénaire, le principe même de la nécessité de l'approvisionnement économique du pays a été remis en question et sa mission, quelque peu oubliée. Si la génération des baby-boomers avait bien intégré le slogan des « provisions providentielles », les générations X, Y et Z l'ont largement oublié – du moins jusqu'à ce que la sécurité de l'approvisionnement ne redevienne un sujet d'actualité avec la pandémie de COVID-19.

« Depuis les années 2000, les chaînes d'approvisionnement se sont complexifiées et sont devenues plus vulnérables. » Ueli Haudenschild

Il n'est donc guère étonnant que l'idée générale selon laquelle tout serait toujours disponible en quantités suffisantes se soit également répercutée dans l'organisation de l'AEP : après la fin de la guerre froide, les effectifs de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE), qui apportent leur soutien aux cadres dans les domaines de l'organisation de milice sur les plans technique et juridique et les contrôlent, sont progressivement passés de 50 postes à temps plein à moins de 32, et les cadres de milice ont même été réduits de moitié.

Réforme de l'approvisionnement économique du pays

Il y a près de cinq ans, la crise des navires de haute mer, dont la gestion a été coûteuse pour la Confédération, a donné le coup d'envoi d'une enquête administrative sur l'OFAE. Les Commissions de gestion et la Délégation des finances des Chambres fédérales ont également formulé des recommandations pour la future organisation de l'AEP. Dans leur sillage, le conseiller fédéral Guy Parmelin a lancé un projet de réforme de l'approvisionnement économique du pays en juin 2021, dont le rapport final a été publié fin 2021. Sur la base des recommandations qui y sont formulées, le Conseil fédéral a décidé fin mars de réorganiser l'AEP et de désigner une déléguée ou un délégué à l'approvisionnement économique du pays qui exercera ce mandat à plein temps. Jusqu'à présent, cette fonction était pourvue avec un taux d'occupation limité à 40%.

L'intégration à l'échelon international gagne en importance

Dans le même temps, il faut reconstituer les effectifs de l'Office fédéral. Si l'embellie des années 2000 a permis au personnel en place de mener à bien sa mission, les nouvelles dépendances et vulnérabilités ont considérablement accru le besoin de sécuriser l'approvisionnement du pays. Les chaînes d'approvisionnement ne cessent de se complexifier et deviennent de plus en plus vulnérables. La collaboration entre l'économie et l'État destinée à garantir l'approvisionnement sera donc plus coûteuse, et les cantons également devront être mieux associés au processus. Le besoin d'information au sein de l'organisation de l'AEP, mais aussi la communication avec l'extérieur ont gagné en importance et requièrent plus d'attention.

Renforcer l'intégration à l'échelon international est également un impératif. À l'échelon national, les mesures prises ne suffisent quasiment plus à résoudre les crises d'approvisionnement. Elles doivent faire l'objet d'une concertation internationale. L'approvisionnement économique du pays connaît les défis qui lui font face et il est prêt à y répondre. Mais la sécurité de l'approvisionnement n'est pas gratuite – elle doit justifier les moyens nécessaires pour l'atteindre. ✓

L'approvisionnement électrique en Suisse



Dr rer. pol. Katia Delbiaggio

Professeure d'économie politique
Département d'économie de la
Haute école spécialisée de Lucerne
et membre de la Commission
fédérale de l'électricité ElCom

Sur un an, la Suisse produit à peu près autant d'électricité qu'elle n'en consomme. Malgré tout, le pays est loin d'être autonome en électricité : l'été, sa production dépasse sa consommation, mais l'hiver, il dépend des importations. Les risques pour l'approvisionnement s'accroissent.

De 2018 à 2020, la Suisse a produit plus d'électricité qu'elle n'en a consommé. En 2021, par contre, la consommation du pays a dépassé sa production nette¹. C'est au semestre d'hiver 2016-2017 que la Suisse a enregistré son plus gros volume d'électricité importée depuis 2010; il s'est établi à près de 10 TWh, l'Allemagne et la France étant nos principaux fournisseurs (OFEN 2021 et 2022).

Du point de vue de la sécurité de l'approvisionnement du pays, il serait souhaitable que l'excédent d'électricité suisse produit l'été puisse servir à répondre, au moins partiellement, aux besoins de l'hiver. Or, voilà qui n'est aujourd'hui possible que très partiellement, tant pour des raisons économiques que techniques. En effet, la capacité des lacs de stockage électrique est limitée, et la transformation de l'électricité en gaz n'est pas encore rentable, pour ne citer que ces deux raisons.

Les risques pour l'approvisionnement s'accroissent

La dépendance de la Suisse aux importations d'électricité en provenance de l'étranger pendant le semestre d'hiver n'a donc rien de nouveau, et ce n'est à priori pas une mauvaise chose. Dans l'ensemble, le commerce international a contribué de manière décisive au développement de la prospérité mondiale au cours des dernières décennies. Mais le renforcement de l'intégration internationale a aussi mis en lumière la vulnérabilité des chaînes mondiales de valeur. La pandémie de COVID l'a montré de manière saisissante. Pour la Suisse, les risques d'approvisionnement liés aux importations d'électricité s'accroissent aussi bien à court qu'à moyen et à long terme.

La guerre en Ukraine se répercute aussi sur le marché de l'électricité

À court terme, les risques d'approvisionnement sont liés à l'invasion russe de l'Ukraine et aux perturbations qui en découlent sur le marché européen du gaz. Plus de 20% de l'électricité européenne est produite à partir de gaz (AIE, 2019, site Web), dont une part significative provient de Russie.

¹ Production nette: production déduction faite de la consommation des pompes d'accumulation.
Consommation nationale: consommation finale plus pertes.

La capacité d'exportation de l'Allemagne et de la France et, par là même, la sécurité de notre approvisionnement en électricité l'hiver prochain dépendront donc plus qu'à l'ordinaire de la disponibilité des centrales nucléaires et des énergies renouvelables. Aussi, toute avarie technique ou période prolongée de «Dunkelflaute», c'est-à-dire d'absence de soleil et de vent, pourrait vite devenir critique. La réserve hydroélectrique, que le Conseil fédéral entend mettre en place dès l'hiver prochain, a donc un rôle important à jouer. Elle vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la Suisse en cas de coupure du gaz russe (Conseil fédéral, 2022).

Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à ce que les tarifs de l'électricité soient élevés et très volatils. Les consommateurs ne ressentent pas encore ces hausses de prix, car les tarifs de l'approvisionnement de base sont fixés pour un an. Ils ont été établis pour l'année en cours en août 2021, c'est-à-dire avant la hausse actuelle. Il faut toutefois s'attendre à des hausses de tarifs significatives pour 2023.

L'accord sur l'électricité avec l'UE est important

À moyen terme, les risques d'approvisionnement sont liés à l'intégration croissante du marché européen de l'électricité, parallèlement à la rupture des négociations entre la Suisse et l'UE sur un accord institutionnel. En conséquence, il ne faut pas s'attendre à un accord sur l'électricité dans un délai raisonnable. Sans lui, des accords techniques entre Swissgrid, le gestionnaire du réseau de transport suisse, et les parties européennes sont nécessaires pour garantir les capacités de transport des pays voisins en matière d'exportation d'électricité vers la Suisse. La conclusion de cet accord technique à des conditions satisfaisantes pour la Suisse est-elle encore possible? La question reste ouverte.

La réglementation contractuelle des flux de courant non prévus à travers la Suisse serait particulièrement importante dans cette optique. Jusqu'à 30 % de l'électricité échangée entre l'Allemagne et la France transite déjà par la Suisse. Avec l'intégration progressive du marché européen, ces flux non prévus vont continuer à s'accroître et représenter une surcharge pour le réseau électrique suisse, en particulier ses lignes frontalières, ce qui aura un impact négatif sur la capacité d'importation du pays.

À partir de 2025, tous les gestionnaires de réseau de transport européens devront réserver au moins 70 % de leurs capacités aux échanges transfrontaliers d'électricité au sein de l'UE. Avec la mise en œuvre de cette règle, les capacités d'importation de la Suisse risquent de continuer à baisser si le commerce avec la Suisse n'est pas pris en compte dans ces 70 % (EiCom, 2021).

Selon le scénario le plus pessimiste envisagé dans une étude, en l'absence d'accords techniques, la Suisse pourrait faire face à des difficultés d'ap-

le chiffre

56,9 %

C'est la part de la consommation totale de denrées alimentaires qu'a pu couvrir la production indigène en 2019. La médiane des années 2007 à 2019 s'établit à 59,1 %.

Source: → [Office fédéral de la statistique](#)

provisionnement dès 2025 (Frontier Economics, 2021). En raison de ces risques croissants pour l'importation à moyen terme, il faut saluer les mesures prises aussi bien du côté de la production que de la consommation. Le remplacement des chauffages électriques, la création d'une réserve hydroélectrique et la mise à disposition de centrales à gaz destinées à couvrir les charges de pointe sont au cœur des discussions actuelles (Conseil fédéral, 2022).

La production hivernale suisse doit être renforcée

Les risques d'approvisionnement à long terme sont liés aux stratégies climatique et énergétique à l'horizon 2050 de la Suisse, ainsi qu'à la transition énergétique en Europe. L'interdiction des nouvelles centrales nucléaires qui y est inscrite entraînera une réduction massive de la capacité de production nationale dès que les centrales actuelles atteindront la fin de leur durée d'exploitation technique en fonction de la sécurité.

En juin 2021, le Conseil fédéral a adopté la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables dans l'objectif de renforcer la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse (Conseil fédéral, 2021). Outre la création d'une réserve hydroélectrique, il s'agira d'élargir la production hivernale jusqu'en 2040 et de réaliser des gains d'efficacité substantiels côté consommation. La part restante du déficit de production constaté l'hiver sera couverte par des importations.

« L'augmentation de la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse est décisive pour l'avenir du pays. » Ueli Haudenschild

Selon les Perspectives énergétiques 2050+, avec la fermeture de l'ensemble des centrales nucléaires suisses d'ici 2035, il sera nécessaire d'importer jusqu'à 15 TWh sur le semestre d'hiver. Avec le développement des énergies renouvelables tel qu'il est attendu, ce solde pourra être réduit à environ 10 TWh d'ici 2050. Toutefois, compte tenu des conséquences graves qu'entraîneraient des coupures d'électricité, toute importation nette de plus de 10 TWh, soit un peu moins d'un tiers de la consommation hivernale, doit être considérée comme critique. Il est certes possible d'augmenter les importations, mais pas sans accentuer les risques qui les accompagnent,

D'autant plus que les pays européens sont eux aussi engagés dans un processus de transformation qui réduit leur disposition à exporter. En Allemagne, toutes les centrales nucléaires qui sont encore en production seront définitivement mises hors service cette année. En outre, l'Allemagne a décidé de mettre un terme à sa production d'électricité à partir de lignite et de houille d'ici 2038 au plus tard. Enfin, le parc nucléaire français est vieillissant. Des pannes plus fréquentes, qui entraîneraient une réduction de la capacité d'exportation de la France, ne sont pas à exclure (EICOM, 2021).

Étant donné ces risques croissants, le renforcement de la sécurité d'approvisionnement en électricité, en particulier en hiver, est d'une importance décisive pour l'avenir de la Suisse. Il ne s'agit pas de viser l'autarcie électrique, mais de renforcer la résilience du système électrique. L'accélération du développement des énergies renouvelables, en particulier celui des centrales

hydrauliques à accumulation, ainsi que la mise à disposition de solutions de repli, telles que la réserve hydroélectrique ou les centrales à gaz destinées à couvrir les charges de pointe, sont les piliers de cette stratégie. ✓

Références bibliographiques

- Office fédéral de la statistique OFS (2021): Statistique suisse de l'électricité 2020.
- Office fédéral de la statistique OFS (2022): Production et consommation totales d'énergie électrique en Suisse.
- Conseil fédéral (2021): Le Conseil fédéral adopte le message concernant la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, communiqué de du 18.06.2021.
- Conseil fédéral (2022): Sécurité d'approvisionnement: le Conseil fédéral met en place une réserve hydroélectrique dès l'hiver prochain et prévoit des centrales de réserve, communiqué du 17.02.2022.
- ElCom (2021): Sécurité de l'approvisionnement en hiver: état des lieux des risques liés aux importations, rapport de juin 2021.
- Frontier Economics (2021), Analyse Stromzusammenarbeit CH-EU (Analyse de la coopération en matière d'électricité CH-UE), rapport final.
- Agence internationale de l'énergie AIE, Electricity Generation by Source, EU-28, 1990-2020 (8.4.2022):
→ <https://www.iea.org/fuels-and-technologies/electricity>

La sécurité de l'approvisionnement par l'ouverture



Patrick Dümmler
Directeur de recherche
Avenir Suisse

La sécurité de l'approvisionnement dans le domaine de la santé requiert plus d'ouverture. Il s'agit notamment de diversifier les sources d'approvisionnement en biens médicaux et d'autoriser l'immigration de personnel qualifié. Ces mesures sont de nature à stimuler la concurrence et à favoriser la prospérité.

La garantie de l'approvisionnement en biens essentiels, en tout temps et en tout lieu en Suisse n'est plus acquise. La logistique mondiale ne fonctionne plus aussi bien que par le passé, les coûts de transport internationaux ont explosé, les agents énergétiques sont plus chers et différentes matières premières sont en rupture. Divers biens sont affectés par l'allongement des délais de livraison.

Le matériel médical essentiel et les principes actifs pharmaceutiques ne sont pas épargnés. La pandémie nous a appris qu'en raison de la division internationale du travail, de nombreux produits tels que les masques de santé et les agents antibiotiques ne sont plus fabriqués que par quelques entreprises, souvent concentrées géographiquement. C'est pourquoi des appels à une renationalisation des chaînes de valeur sont lancés dans de nombreux pays. Des programmes chiffrés à plusieurs milliards de francs visent à remettre la production sur pied et à la protéger de la concurrence internationale. La renationalisation n'est toutefois pas une stratégie appropriée, surtout en Suisse, pour répondre aux difficultés actuelles et éviter celles à venir. Elle représente plutôt une impasse économique.

La diversification préférable au repli

L'agriculture illustre parfaitement les conséquences qui résultent d'une nationalisation forcée de la production couplée à une fermeture à la concurrence étrangère: des subventions et des prix des denrées alimentaires record en Suisse. Augmenter le taux d'autosuffisance est une erreur. Investir dans la sécurité de l'approvisionnement est plus intelligent. Or, il n'y a pas de meilleur moyen pour garantir cette dernière que de recourir à des fournisseurs diversifiés et éprouvés, par exemple en supprimant les obstacles aux échanges. La décision prise par la Suisse de supprimer unilatéralement les droits de douane à l'importation sur les produits industriels est un premier pas important dans cette direction.

Les restrictions commerciales aggravent les conséquences des pénuries mondiales. C'est pourquoi la Suisse devrait continuer à s'engager sans relâche contre les obstacles à l'exportation et en faveur du multilatéralisme. La diversification des achats et des ventes renforce la résilience des entreprises et de l'économie tout entière. Surtout pour les biens essentiels aux soins de santé, la stratégie ne devrait pas être repli et autosuffisance, mais ouverture. Il est plus facile de maîtriser les enjeux qui s'y rattachent dans un contexte mondial, ou du moins européen.

Or, la coopération avec l'UE est mise à rude épreuve, et la situation s'aggrave. L'absence de reconnaissance mutuelle des dispositifs médicaux entraîne de nouvelles restrictions commerciales et soulève une certaine incertitude juridique quant à la reconnaissance des certificats existants. En outre, l'UE n'accorde plus d'accès à Eudamed à la Suisse, première base de données des dispositifs médicaux, et la coopération en matière de surveillance européenne du marché a été suspendue. La Suisse ferait bien de résoudre rapidement ces problèmes avec l'UE. Il en va de la sécurité des patients.

Il faut optimiser les réserves obligatoires

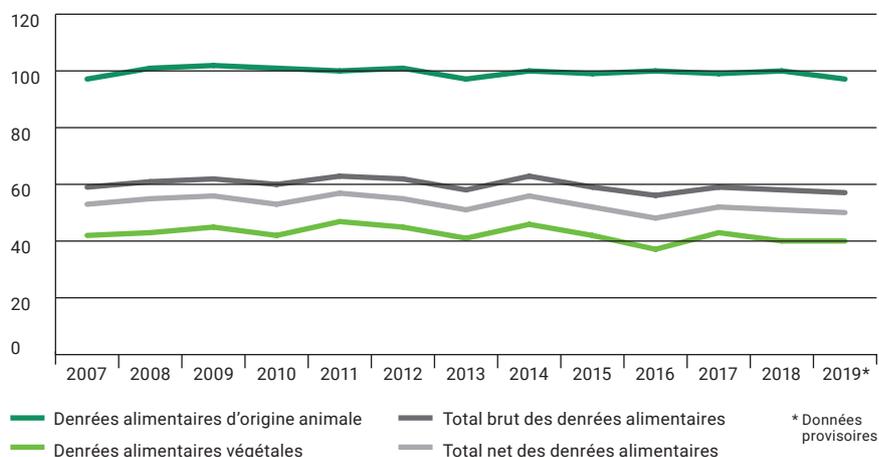
Le système des réserves obligatoires est le mieux à même de répondre aux difficultés d'approvisionnement à court terme. La Confédération oblige déjà les fabricants et les importateurs privés à constituer des stocks. Les besoins en anti-infectieux destinés aux humains peuvent ainsi être couverts pendant cinq à six mois. Il existe des stocks d'antiviraux et des analgésiques puissants pour trois mois en cas de pandémie de grippe, et des stocks obligatoires de certains vaccins, d'hémostatiques, d'insuline et de divers dispositifs médicaux pour plusieurs mois. On a même pensé à constituer des stocks de plastique pour pouvoir fabriquer soi-même des emballages de médicaments si nécessaire.

Malgré tout, la pandémie nous a montré qu'il était nécessaire d'optimiser la gestion des réserves obligatoires. Ces réserves devraient se limiter aux biens de première nécessité, c'est-à-dire aux produits destinés aux soins de santé, aux denrées alimentaires essentielles et aux agents énergétiques, entre autres. Le stockage de tonnes de sucre et de café comme on y recourt aujourd'hui n'est guère compréhensible. Pourtant, la suppression de ces réserves obligatoires

le graphique

Évolution du taux d'autosuffisance

Part des calories en pourcentage



Série recalculée jusqu'en 2007 / Source: Agristat / © OFAE-OFAG-UFAG



a récemment échoué en raison de la résistance parlementaire – à croire que la prochaine crise sera plus supportable avec suffisamment de café sucré.

Ce ne sont pas les lits qui manquent, mais le personnel qualifié

La sécurité de l’approvisionnement qu’il convient d’avoir en ligne de mire ne doit pas viser uniquement les biens, car les services qui y sont liés sont tout aussi importants. Le système de santé l’illustre parfaitement : si la pénurie initiale de respirateurs a pu être résorbée rapidement, le manque de personnel qualifié reste aujourd’hui encore problématique. Quel intérêt de disposer de ces appareils médicaux par centaines si l’on manque de soignants pour s’occuper des patients ? De ce point de vue, la discussion sur les « lits manquants » dans les unités de soins intensifs n’a, elle non plus, pas été abordée avec la bonne approche. Il y avait assez de lits : c’est le personnel qualifié qui, parfois, venait à manquer pour qu’ils puissent être exploités en nombre suffisant dans les conditions de qualité requises.

« La Suisse ferait bien de résoudre rapidement ses problèmes avec l’UE. » Ueli Haudenschild

L’évolution démographique va aggraver le problème dans les années à venir. Outre les mesures nationales prises dans le domaine de la formation, la libre circulation des personnes entre la Suisse et l’UE est un élément clé pour pallier cette pénurie. La Suisse devrait donc s’y accrocher plutôt que d’écouter celles et ceux qui souhaitent la dénoncer, une revendication qui revient régulièrement sur la scène politique. Selon plusieurs études empiriques, l’immigration de personnel qualifié de l’étranger soutient l’économie suisse. Le pays devrait également conclure dès que possible un accord bilatéral sur la santé avec l’UE afin de pouvoir coordonner plus efficacement la lutte contre les menaces transfrontalières graves pour la santé.

En atteignant la sécurité de l’approvisionnement par une plus grande diversification ainsi que par l’ouverture aux importations et à l’immigration du personnel qualifié, la concurrence se trouvera renforcée en Suisse. Ce point de vue dérange de nombreux acteurs nationaux confortablement réfugiés derrière le prétexte de la protection des frontières. Il ne faut pas oublier qu’une ouverture élargie et une concurrence intensifiée ne sont pas seulement des éléments essentiels à la sécurité de l’approvisionnement, mais aussi un socle fondamental pour la prospérité de la Suisse. ✓

Sécurité de l’approvisionnement

La sécurité de l’approvisionnement consiste à garantir la couverture des besoins humains fondamentaux. La loi sur l’approvisionnement du pays (LAP) prévoit les mesures visant à garantir l’approvisionnement. Les biens et les services font l’objet d’une distinction. Font partie des biens les agents énergétiques ainsi que les moyens de production et le matériel nécessaires à leur exploitation ; les denrées alimentaires, les fourrages et les produits thérapeutiques, ainsi que les semences et les plants ; les autres biens d’usage quotidien qui sont indispensables ; ainsi que les matières premières ou auxiliaires destinées à l’agriculture, à l’industrie ou à l’artisanat. Les services essentiels comprennent les transports et la logistique ; l’information et la communication ; le transport et la distribution d’agents énergétiques et d’énergie ; la garantie du trafic des paiements ; ainsi que le stockage de biens et d’énergie.

Éditeur

comparis.ch
Birmensdorferstrasse 108
8003 Zurich

comparis.ch

Réactions

media@comparis.ch

À propos de comparis.ch

Avec plus de 80 millions de visites par an, comparis.ch compte parmi les sites Internet les plus consultés de Suisse. L'entreprise compare les tarifs et les prestations des caisses maladie, des assurances, des banques et des opérateurs de télécommunications. Elle présente aussi la plus grande offre en ligne de Suisse pour l'automobile et l'immobilier. Avec ses comparatifs détaillés et ses analyses approfondies, elle contribue à plus de transparence sur le marché. comparis.ch renforce ainsi l'expertise des consommatrices et des consommateurs à la prise de décision. Fondée en 1996 par l'économiste Richard Eisler, l'entreprise compte aujourd'hui plus de 175 collaboratrices et collaborateurs à Zurich.

The logo for comparis.ch features the word 'comparis.ch' in a green, lowercase, sans-serif font. The letter 'o' is replaced by a green circle containing a white checkmark.